COMMUNE DE LUZILLÉ
Séance du 4 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mil vingt-----
le quatre septembre-----
À vingt heures-----

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes en raison des conditions sanitaires liées à la pandémie de COVID-19, sous la présidence de Madame Anne MARQUENET-JOUZEAU, Maire-----

Nombre de Conseillers en exercice : 15
Nombre de Conseillers présents : 13
Nombre de Conseillers votants : 14
Date de convocation : 31/08/2020

PRÉSENTS : Mme MARQUENET-JOUZEAU Anne, M. CHANTELOUP Alain, Mmes HARBONNIER Hélène, GRAULE Julie, MM GAUDRON Mikaël, BODIN Thierry, Mme BLAIS-BONNIGAL Anne-Lise, MM BELORGEY Jean-Marc, GUARY Mathieu, Mmes VERDEIL Isabelle, LÉVÊQUE Sylviane, JAMONNEAU Anne, M.PAINEAU Cyril.

ABSENTS EXCUSÉS : MM BERTHELOT Pascal, BIGOT Lucien.

PROCURATIONS : M. BERTHELOT Pascal à M. BELORGEY Jean-Marc

Mme GRAULE Julie a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- ↪ Aménagement rue Sibillerie : procédure d'appel d'offres et groupement de commandes avec la CCBVC
- ↪ Commission contrôle des listes électorales : modification composition
- ↪ Déplacement chemin rural n° 123 : procédure enquête publique
- ↪ Schéma directeur eaux pluviales : procédure enquête publique
- ↪ Commissions CCBVC : désignation des représentations municipaux
- ↪ Assurance statutaire : renouvellement du contrat groupe
- ↪ Service périscolaire et entretien des locaux : création de postes TNC
- ↪ Questions et informations diverses

Madame le Maire ouvre la séance à 20 h 08.

N° 40-2020

OBJET : Aménagement rue Sibillerie : procédure d'appel d'offres et groupement de commandes avec la CCBVC

Les travaux d'enfouissement des réseaux d'électricité et de télécommunications ont débuté le 24 août 2020, la réunion publique d'information des résidents de la rue de la Sibillerie a eu lieu le 31 août 2020, sous la supervision du maître d'œuvre.

A ce stade, il convient de valider les dossiers de consultation des entreprises et lancer la procédure de consultation des entreprises suivant le Code des marchés publics.

De plus, pour la partie des travaux sur le réseau d'eau potable, une convention avec la C.C.B.V.C. pourrait être conclue en optant pour un groupement de commandes commun dans le cadre d'une démarche globale.

Le Conseil municipal, à 14 voix POUR, autorise :

- la consultation des entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée,
- la passation d'une convention constitutive de groupement de commandes concernant l'aménagement de la rue de la Sibillerie, pour la part des travaux sur le réseau d'eau potable et de défense incendie, avec la C.C.B.V.C.,
- la signature de toutes pièces afférentes à ce dossier par Madame le Maire.

N° 41-2020

OBJET : Commission contrôle des listes électorales : modification composition

Comme suite à la délibération n° 36-2020-1 concernant la désignation des conseillers devant siéger à la commission de contrôle des listes électorales et conformément aux instructions réglementaires indiquées préalablement,

Madame le Maire rappelle que les conseillers doivent être pris dans l'ordre du tableau, après le Maire et les adjoints,

M. Berthelot, titulaire, étant situé après M. Bodin, suppléant, la répartition n'est pas acceptable en l'état,

Le Conseil municipal reprend le tableau du Conseil municipal :

- Thierry Bodin se désiste, mais Pascal Berthelot accepte et devient titulaire de la commission de contrôle des listes électorales,
- Après quoi, Anne-Lise Bonnigal, Jean-Marc Belorgey, Mathieu Guary, Isabelle Verdeil, l'un après l'autre se désistent en qualité de délégué suppléant, mais Sylviane Lévêque accepte et devient suppléant à la commission de contrôle des listes électorales.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la répartition des délégués telle que présentée.

N° 42-2020

OBJET : Déplacement chemin rural n° 123 : procédure enquête publique

En l'absence de Mme Harbonnier Hélène, intéressée au projet en sa qualité de riverain, Par décision n° 16-2020 en date du 14 février 2020, le Conseil municipal avait entériné une proposition d'échange de parcelles, suivant ces termes :

« Monsieur le Maire présente une demande émanant de M. Billault Mickaël et de Mme Hénon Estelle concernant un échange de parcelles qui prendrait en compte d'une part la borne incendie qui serait alors sur le domaine public de la commune et non plus sur la parcelle cadastrée K n° 750, et d'autre part, un déplacement du chemin rural en bordure de la parcelle cadastrée K n° 754.

Le Conseil municipal donne un accord de principe sachant que les frais de bornage et notariés resteront à la charge des demandeurs.

Monsieur le Maire est autorisé à signer tous documents s'y référant. »

Le bornage a été réalisé et suivant les conclusions du géomètre-expert, le chemin rural est situé entre les parcelles bâties section K n° 750, 752 et la parcelle non bâtie section K n° 754, afin d'optimiser la partie bâtie et de simplifier la circulation, il a été proposé le déplacement d'une partie du chemin rural n° 123.

Une procédure d'enquête publique doit être menée pour officialiser le déplacement du chemin et, dans ce cadre, un commissaire enquêteur doit être mandaté.

Le Conseil municipal accepte à 13 voix favorables :

- D'engager la procédure d'enquête publique concernant le déplacement du chemin rural n° 123,
- De solliciter du Tribunal administratif la nomination d'un commissaire enquêteur devant superviser l'enquête publique,
- De mandater Mme le Maire pour signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

N° 43-2020

OBJET : Schéma directeur eaux pluviales : procédure enquête publique

Comme suite à la délibération n° 75-2019 du 15 novembre 2019 concernant le schéma directeur d'eaux pluviales et autorisant le Maire à soumettre le projet à l'enquête publique, il est apparu qu'une erreur avait été commise, il s'agit du Tribunal administratif qui doit être saisi et non le Tribunal de Grande Instance.

Pour mémoire, il est rappelé le texte de la délibération précitée :

Le projet présentant le zonage du schéma directeur des eaux pluviales a été adressé à l'ensemble des élus en exercice.

Plusieurs actions à entreprendre :

1. *Emettre un avis sur le projet du schéma directeur et sur le plan de zonage*
2. *Autoriser le Maire à soumettre à enquête publique le projet et à signer toutes les démarches en découlant*
3. *Accepter que la version définitive, après enquête publique, soit présentée aux élus pour approbation*

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau,

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux pluviales mentionnées à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nécessité de soumettre à enquête publique les conclusions du schéma directeur des eaux pluviales,

Le Conseil municipal, à 8 voix POUR et 1 abstention (Nelly Dubois) :

- *émet un avis favorable au projet du schéma directeur d'eaux pluviales et au plan de zonage*
- *autorise Monsieur le Maire à soumettre à enquête publique le projet et à signer toutes les démarches en découlant, notamment en sollicitant le Tribunal de Grande Instance pour la nomination d'un commissaire enquêteur.*

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire concernant le schéma directeur d'eaux pluviales et sachant qu'il convient de finaliser les actions le zonage par la procédure d'enquête publique,

En application de l'article R.123-5 du code de l'environnement,

Le Conseil municipal entérine, à **14 voix POUR**, la décision précédemment prise par délibération en date du 15 novembre 2019 en validant la sollicitation d'un commissaire enquêteur auprès du Tribunal administratif, en vue de l'organisation de l'enquête publique correspondante. Madame le Maire est autorisée à signer toutes les pièces s'y référant.

OBJET : Commissions CCBVC : désignation des représentations

Le Conseil communautaire de la C.C.B.V.C. met en place son fonctionnement pour le nouveau mandat, en incluant des élus représentant chaque commune membre, au sein de différentes commissions :

1. voirie / eau-assainissement / mutualisation des services – moyens
2. petite enfance / enfance / jeunesse / transports scolaires / espace France services
3. déchets / PCAET / alimentaire / agriculture
4. culture / sports
5. économie / tourisme – attractivité
6. aménagement de l'espace / mobilités / PLUi / habitat / GEMAPI
7. finances et patrimoine

Un élu titulaire et un élu suppléant pourront siéger aux commissions qui se tiendront majoritairement le soir à partir de 18 h, le plus souvent les mardis et jeudis.

COMMISSIONS	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
voirie / eau-assainissement / mutualisation des services – moyens	Alain Chanteloup	Thierry Bodin
petite enfance / enfance / jeunesse / transports scolaires / espace France services	Anne Marquet-Jouzeau	Anne Jamonneau
déchets / PCAET / alimentaire / agriculture	Anne-Lise Blais-Bonnigal	Cyril Paineau
culture / sports	Hélène Harbonnier	Isabelle Verdeil
économie / tourisme – attractivité	Anne Marquet-Jouzeau	Isabelle Verdeil
aménagement de l'espace / mobilités / PLUi / habitat / GEMAPI	Pascal Berthelot	Lucien Bigot
finances et patrimoine	Jean-Marc Belorgey	Mathieu Guary

De plus, une Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées est en cours de constitution au sein de la C.C.B.V.C..

Le Conseil municipal doit proposer un élu titulaire et un élu suppléant, pas obligatoirement un délégué communautaire.

COMMISSION	TITULAIRE	SUPPLÉANT
C.L.E.C.T.	Jean-Marc Belorgey	Mathieu Guary

Ces propositions sont approuvées à l'unanimité des membres présents, Madame le Maire étant chargée de les transmettre à la C.C.B.V.C..

M. Belorgey demande que l'ordre du jour des sujets abordés en commission soit transmis à l'avance pour permettre aux élus de se préparer sur les dossiers et qu'un compte-rendu de la réunion soit communiqué aux conseillers municipaux, pour que chacun puisse appréhender l'avancement des dossiers.

Mme Marquet-Jouzeau transmettra la demande et informe les conseillers qu'elle assumera la fonction de vice-présidente du Conseil d'exploitation eau – assainissement et présidera également la commission culture et sports à la C.C.B.V.C..

OBJET : Assurance statutaire : renouvellement du contrat groupe

EXPOSÉ

Le Conseil municipal avait pris la décision, en date du 14 février 2020, de renouveler son adhésion au contrat groupe avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, dans le cadre de l'assurance statutaire. Il s'agit d'une assurance garantissant les frais laissés à la charge des employeurs publics locaux, en vertu de l'application des textes régissant leurs obligations à l'égard de leur personnel en cas de décès, d'invalidité, d'incapacité et d'accidents ou de maladies imputables ou non au service.

La consultation étant achevée, le CDG demande à la commune de se positionner en indiquant les modalités retenues.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DÉCIDE, à à 14 voix favorables :

- d'adhérer au contrat groupe d'assurance statutaire souscrit par le Centre de Gestion d'Indre-et-Loire, au 01/01/2021 aux conditions suivantes :

Compagnie d'assurance retenue : CNP ASSURANCES

Courtier gestionnaire : Sofaxis

Régime du contrat : capitalisation

Gestion du contrat : assurée par les services du Centre de Gestion d'Indre et Loire

Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2021 avec possibilité de résiliation annuelle en respectant un préavis de 4 mois.

Catégories de personnel assuré, taux de cotisation retenus et garanties

souscrites :

Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL : 6.30 %

(contre 5.85 % sur la période 2016-2020)

Tous risques avec **franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire**

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC et agents non titulaires de droit public : 1,15 %

(sans augmentation par rapport à la période 2016-2020)

Tous risques avec **franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire** :

Assiette de cotisation :

- Traitement indiciaire brut,
- Les primes, indemnités ou gratifications versées, à l'exclusion de celles affectées à des remboursements de frais : RIFSEEP (IFSE),

Et prend acte que l'adhésion au contrat groupe donne lieu au versement d'une participation financière appelée « frais de gestion » auprès du Centre de Gestion d'Indre-et-Loire dont le montant s'élève à un pourcentage de la masse salariale assurée hors charges patronales, qui se décompose comme suit :

- Contrats concernant le personnel CNRACL 0.40 %
- Contrats concernant le personnel IRCANTEC 0.06 %

Le Conseil municipal autorise Madame le Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

OBJET : Service périscolaire et entretien des locaux : création de postes TNC

L'épidémie de Covid-19 conduit à une organisation différente du service scolaire / périscolaire et du service entretien des locaux, suivant aussi le protocole sanitaire imposé par les services de l'État.

La Commission scolaire a fait des préconisations en matière de répartition des enfants au niveau de la cantine et de la garderie périscolaire pour l'année scolaire 2020/2021, sachant que l'organisation n'est pas figée.

Des ajustements d'emplois du temps ont donc eu lieu et vont conduire à des recrutements mutualisés en partenariat avec la C.C.B.V.C..

Il est tenu compte du fait qu'une employée qui bénéficiait d'un contrat annualisé sur un emploi permanent à 17.5/35^{ème} n'a pas souhaité renouveler au 1^{er} septembre 2020.

Madame le Maire suggère de recourir à des emplois mutualisés pour pallier le manque de personnel communal sur les périodes scolaires (36 semaines), ce qui permettrait des contrats à temps non complet plus viables que ceux que pourraient proposer la commune.

1. Pause méridienne / surveillance cour / transports scolaires soir / ménage école (20 h)
2. Pause méridienne / surveillance cour / ménage école (20 h)
3. Ménage mairie / assistance à la garderie / transports scolaire matin (10.28 h)

Après avoir entendu l'exposé, le Conseil municipal, à 14 voix pour, autorise Madame le Maire à signer les conventions de mutualisation sur les emplois précités ainsi que tout document afférent, sachant que les temps de travail pourraient être ajustés en fonction des besoins des services et de la disponibilité des employés mis à disposition. Les temps indiqués étant des maxima horaires étant entendu que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

OBJET : RAPPORT DES COMMISSIONS

❖ Intervention de Mme Hélène Harbonnier

Une visite de l'église de Luzillé sera organisée le 1^{er} novembre, en partenariat avec le Syndicat Mixte du Pays Loire-Touraine. L'intervention d'une guide est prévue, la visite se poursuivra par la présentation des œuvres de sculptures de M. Villain et le Monument aux morts. Ce sera l'occasion de souhaiter la bienvenue aux nouveaux habitants, en respect des conditions sanitaires du moment.

La saison culturelle de la C.C.B.V.C. va débuter et un concert baroque dans l'église de Luzillé sera programmé en 2021. Les classes des écoles seront associées aux répétitions.

Le site internet de la commune est toujours en dysfonctionnement, du fait de tentatives d'intrusion malveillantes ; il a donc été mis en maintenance, dans l'attente d'une production sous une nouvelle forme. Les élus de la commission communication seront associés à la démarche.

M. Belorgey regrette que les compte-rendu des réunions du Conseil municipal ne soient plus accessibles au public, sous format numérique sur internet.

❖ Intervention de M. Alain Chanteloup

La commission voirie s'est réunie le 1^{er} août pour déterminer les priorités sur les travaux de voirie. Il a été constaté une dégradation de certaines voies, peu fréquentées, où l'herbe a traversé le bitume et endommagé le revêtement, d'autant que la présence de végétation peut devenir dangereux pour la circulation des véhicules. La réglementation autorise l'utilisation de produits phytosanitaires dans ce cadre précis.

Un prestataire extérieur est intervenu pour le broyage des fossés et accotements, du fait de l'indisponibilité du personnel technique ou du matériel.

Mme Jamonneau suggère de recourir à des personnes condamnées à des Travaux d'Intérêt Général pour aider le personnel technique sur des missions comme le désherbage. Elle demande aussi la pose de miroirs sur certains carrefours du centre bourg où il a été observé un manque de visibilité et une potentielle dangerosité.

❖ Intervention de Mme Julie Graule

La rentrée scolaire a subi les contraintes du protocole sanitaire lié à la pandémie de Covid-19, où le port du masque est obligatoire pour les adultes et les enfants de plus de onze ans. La commission scolaire avait suggéré que les enfants soient répartis dans plusieurs salles pour la garderie périscolaire, afin d'éviter le brassage mais le manque de personnel communal rend la mise en œuvre difficile.

La classe de mer initialement prévue en avril 2020 et reportée sur 2021, a finalement été annulée par les enseignants, du fait de la précarité de la situation sanitaire.

Une rencontre a eu lieu avec la nouvelle municipalité d'Épeigné-les-Bois ; le dossier de la récupération des charges salariales du personnel devrait enfin se solder en 2020, les élus d'Épeigné ayant émis un accord de principe.

❖ Intervention de M. Mikaël Gaudron

Des devis sont en cours : accessibilité du stade, réfection des piliers et du mur extérieur de l'école.

Des malfaçons ont été observées sur l'aire de jeux du lotissement des Bruyères, un rendez-vous a été pris avec l'artisan ayant réalisé les travaux.

Le ruisseau a été nettoyé, suivant la visite d'un technicien du N.E.C..

Un frigidaire a été acheté à entreposer dans le préfabriqué, dès lors où les enfants l'utiliseront dans le cadre de la garderie périscolaire.

Un tour de table est effectué au cours duquel chacun est invité à s'exprimer.

Mme Blais-Bonnigal s'interroge sur l'évolution du projet de récupérer l'eau de pluie en vue de l'arrosage municipal (économies d'eau). M. Chanteloup indique que le puits situé Vallée des Moreaux, va être remis en service prochainement, dès qu'une pompe aura été installée, ce qui permettra de puiser l'eau pour l'arrosage. Il est demandé quel est l'intérêt de mettre du gravillon sur la route, notamment au Coudray ? Il est répondu que la technique du PATA nécessite de répandre une émulsion de bitume et de gravillons sur la surface à traiter, les gravillons vont adhérer au bitume et l'excédent sera évacué naturellement par le passage des véhicules sur les bas-côtés ou par balayage. Il est signalé l'absence de signalétique annonçant le lieudit Le Coudray. La commission voirie en prend note.

M. Guary demande où en est le dossier de terrasse de l'auberge du Mail. Mme Marquet-Jouzeau prend la parole en indiquant que si la terrasse est située près du trottoir en bordure de la départementale, c'est le Conseil Départemental qui gèrera le dossier dès réception de la demande par les restaurateurs. Pour ce qui est des tables installées sur la place du Mail, il s'agit d'une autorisation de la commune.

Mme Lévêque souhaite savoir ce qu'il en est de Luzi Tennis. Mme Harbonnier a tenté, à plusieurs reprises, de contacter le président de l'association, démarches sans succès probant. M. Belorgey suggère d'adresser un courrier officiel pour reprendre la gestion du terrain de tennis par la commune. Il est inadmissible que le terrain communal ait été privatisé de façon arbitraire par le président de l'association, privant les habitants d'un service pourtant apprécié. Il est demandé à ce que cette question figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil municipal, ce qui est accepté par Mme le Maire. Puis, est abordée la question de l'association de pêche de Luzillé, qui gèrait la pêche à l'étang

de la Marnière. Mme Harbonnier indique qu'elle n'a pas réussi à obtenir les coordonnées de la personne qui serait président de l'association, ce qui est aussi dommageable. Mme Lévêque questionne sur les aides publiques de financement possibles pour l'acquisition d'un vélo électrique.

Mme Jamonneau suggère que M. Bigot fasse une proposition de fleurissement d'automne pour les parterres communaux. M. Chanteloup répond qu'un devis a été sollicité auprès d'un fournisseur habituel et que M. Bigot a été invité à donner son avis. Puis, Mme Jamonneau évoque une réponse par mail que Mme Marquet-Jouzeau a faite et dont elle a eu connaissance, concernant des nuisances sonores, olfactives et environnementales d'un propriétaire de chiens sur le lieudit Lohier. Elle demande expressément à ce qu'une résolution durable soit trouvée garantissant le bien-être du voisinage et garantissant leur qualité de vie. Mme le Maire en prend note.

Mme Marquet-Jouzeau indique que le problème de CVM dans les canalisations de certains hameaux de Luzillé, a été abordé. Des purges manuelles ont été effectuées sans effet sur les résultats d'analyses. A titre transitoire, des purges automatiques vont être installées à partir du 15 septembre. M. Guary s'étonne que le système de purges ait été retenu alors que c'est de l'eau gaspillée, à une époque où on insiste pour préserver cette ressource. Une étude va être diligentée par la C.C.B.V.C. visant à trouver des solutions viables en adéquation avec l'aspect environnemental. M. Belorgey donne compte-rendu d'un entretien avec le vice-président de la C.C.B.V.C. en charge de l'eau et l'assainissement, assisté du Maire, où cette problématique a été longuement discutée. Les usagers concernés ont constitué un collectif dont l'objectif est de résoudre durablement ce problème qui rend l'eau non potable et les biens immobiliers difficilement vendables.

M. Bodin s'enquiert sur la possibilité de déplacer le Monument aux Morts en le tournant d'un demi-cercle, permettant ainsi le déroulement des cérémonies sans se soucier de la circulation des véhicules sur la route. Mme Jamonneau intervient à propos de la cérémonie du 11 Novembre qui doit avoir lieu en sollicitant les enfants des écoles, le devoir de Mémoire devant être préservé. Puis, M. Bodin intervient sur l'aménagement de la zone enherbée près du cheval qui pourrait être rendue plus attractive.

Mme Marquet-Jouzeau reprend la parole concernant l'installation prochaine d'un boucher-charcutier-traiteur dans les locaux de l'ancienne épicerie, restés vacants. Une entrevue a eu lieu avec le vice-président de la C.C.B.V.C. en charge de l'économie, à laquelle ont assisté M. Chanteloup et Mme Harbonnier.

M. Chanteloup informe les élus qu'un habitant s'est plaint de la vitesse excessive des véhicules, rue de la Martinerie. De plus, trois chiens errants ont été récupérés et amenés à la Fourrière 37 du fait d'une convention avec la commune. Il faut savoir que chaque animal pris en charge, est facturé à la commune.

OBJET : QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

➤ Dossier digue étang de Brosse :

Les élus concernés ont reçu l'avocat Me Dalibard le 24 août qui a pu présenter le dossier puis a transmis au Tribunal administratif un 2^{ème} mémoire en défense le 31 août dernier, en tenant compte des remarques des élus.
Jean-Marc Belorgey dresse compte-rendu des échanges.

➤ Dates prévisionnelles des prochaines réunions du Conseil municipal : 16 octobre 2020 et 04 décembre 2020

**L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 23 h 30,
Fait et délibéré en séance les, jour, mois et an susdits,
Et, ont signé au registre les membres présents,**

RÉCAPITULATIF DES DÉLIBÉRATIONS
Séance du 4 septembre 2020

N°	OBJET
40-2020	Aménagement rue Sibillerie : procédure d'appel d'offres et groupement de commandes avec la CCBVC
41-2020	Commission contrôle des listes électorales : modification composition
42-2020	Déplacement chemin rural n° 123 : procédure enquête publique
43-2020	Schéma directeur eaux pluviales : procédure enquête publique
44-2020	Commissions CCBVC : désignation des représentations municipaux
45-2020	Assurance statutaire : renouvellement du contrat groupe
46-2020	Service périscolaire et entretien des locaux : création de postes TNC

SIGNATURES DES MEMBRES PRÉSENTS
Séance du 4 septembre 2020

MARQUENET-JOUZEAU Anne	CHANTELOUP Alain	HARBONNIER Hélène
GRAULE Julie	GAUDRON Mikaël	BODIN Thierry
BERTHELOT Pascal <i>Procurator à J-M BELORGEY</i>	BLAIS-BONNIGAL Anne-Lise	BELORGEY Jean-Marc
GUARY Mathieu	VERDEIL Isabelle	LÉVÈQUE Sylviane
JAMONNEAU Anne	BIGOT Lucien <i>Absent excusé</i>	PAINEAU Cyril